



AMBASSADE DE FRANCE AU TOGO SERVICE ECONOMIQUE TOGO-BENIN

Rédigée par Pierre-Henry LENFANT et Quentin ERNOULT
Ref note SE Actualité économique Bénin 22 décembre 2017
Tel (+228) 22 23 46 80 ; 22 23 46 73

le 22 décembre 2017

NOTE

Objet : Actualité économique du Bénin – décembre 2017

Bénin – finances publiques

Le ministre en charge de la Fonction publique Adidjatou Mathys a prolongé à fin décembre le délai d'inscription des candidats au fichier national d'admission et de nomination de cadres aux emplois de la chaîne des dépenses publiques.

Ce fichier est une des réformes majeures engagées par le gouvernement, pour dépolitiser l'administration de la chaîne des dépenses publiques et promouvoir une bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques. Les candidats devront par ailleurs passer des tests psychotechniques suivis d'entretiens individuels. Seuls les cadres inscrits au Fichier national pourront se candidater aux postes de directeur et équivalent dans l'administration des finances, à la direction nationale de contrôle des marchés publics, aux postes de coordonnateur de projet, de directeur de l'informatique, etc.

Bénin : inauguration du complexe culturel Canal Olympia

L'espace culturel «Canal Olympia Wologuèdè» a été inauguré à Cotonou le 8 décembre 2017, en présence de Vincent Bolloré, Président du Conseil de Surveillance de Vivendi et du ministre du Tourisme, de la Culture et des Sports, Oswald Homéky. Premier du genre au Bénin et huitième réalisation du groupe Vivendi sur le sol africain, Canal Olympia se compose d'une salle de spectacle à ciel ouvert et d'une salle de cinéma numérique équipée d'une technologie de dernière génération, d'une capacité de 300 places, érigée sur un espace de 1,5 ha. L'investissement a représenté 1,5 Mds FCFA (2,3 M EUR), et a permis notamment de rendre la structure totalement autonome en énergie, grâce à l'installation d'un système solaire (400 panneaux photovoltaïques et batteries de stockage). Le souhait des pouvoirs publics est que des salles Canal Olympia soient également construites à Parakou et à Porto-Novo.

Les travaux ont été réalisés par le groupe béninois Ofmas International.

Le Millennium Challenge Account Bénin II (Mca-Bénin II) a signé le 7 décembre à Cotonou un accord de mise en œuvre avec l'électricien public Société béninoise d'énergie électrique (SBEE).

La SBEE contribuera à l'exécution des trois projets sur les quatre prévus dans le cadre du programme Compact : réformes des politiques et renforcement institutionnel, production d'électricité et distribution d'électricité (http://www.mcabenin2.bj/?page_id=20#). Prévu pour durer cinq ans, le programme MCA-Bénin II comprend un don du gouvernement américain de 375 MUSD complété d'un apport de 28 M USD du gouvernement béninois ; il prendra fin en juin 2022.

Les projets aboutiront notamment à augmenter d'au moins 46 Mw la capacité du Bénin à produire sa propre électricité, à travers 4 centrales photovoltaïques d'une capacité de 5 à 15 Mw (5 MW à Natitingou, 10 Mw à Djougou, 15 Mw à Bohicon et à Parakou) et une centrale hydroélectrique de 1 Mw à Yéripao. 40 nouvelles localités seront raccordées au réseau de distribution, au moins 25 000 nouvelles connexions subventionnées seront installées et 500 km de lignes MT/MT construites ou réhabilitées, incluant la construction de nouveaux postes de transformation et d'un centre national de conduite de la distribution.

Signature d'une convention de financement de l'AFD relative au projet Defissol: une centrale photovoltaïque de 25 MW sera construite à Pobè

L'AFD a signé le 7 décembre 2017 avec le ministère de l'Economie et des Finances une convention de financement de 60,5 M€ (près de 40 Mds FCFA) relative au projet DEFISSOL. Cofinancé à hauteur de 32,8 Mds FCFA par l'AFD et 6,6 Mds FCFA par l'Union européenne, DEFISSOL prévoit la construction d'une centrale photovoltaïque de 25 mégawatts à Onigbolo (commune de Pobé, à 110 km au nord-est de Cotonou), et un appui à la modernisation du système informatique de la Société Béninoise d'Energie Electrique (SBEE). Il s'agira de la première centrale solaire d'envergure au Bénin et l'une des plus importantes d'Afrique de l'Ouest, en vue de la production de l'énergie électrique avec un coût de production compétitif.

DEFISSOL contribuera à renforcer l'autonomie énergétique du Bénin, baisser le coût de l'électricité pour les ménages, réduire les émissions de gaz à effet de serre à hauteur de 23 000 tonnes équivalents CO2 par an sur une durée de vingt-cinq ans, et améliorer la pérennité financière de la SBEE.

Plafond d'endettement du Bénin

Pour l'année calendaire 2018, le FMI a reconduit l'enveloppe de 2017, soit un plafond d'endettement de 402,8 Mds FCFA (614,1 M€ ou 6% du PIB) en Valeur Actualisée Nette. Le montant en 2016 s'élevait à 211,5 Mds FCFA (322,4 M€).

Cela couvre les dettes et les garanties du secteur public vis-à-vis des non-résidents (dette externe et garanties accordées à des non-résidents). Toute convention de prêt, concessionnel ou non, signée en 2018 consommera ce plafond. Par ailleurs, l'Etat a prévu dans la loi de finances 2018 un budget global d'investissement de 244,4 Mds FCFA (373 M€) dans le cadre du Programme d'Investissement public (PIP) 2018 doté d'une enveloppe globale de 470,1 Mds FCFA, dont 225,7 Mds FCFA seront sur financement externe. Au total, la capacité de financement de projets (hors dons) est estimée à 987 M€ en 2018.

Renouvellement du partenariat entre l'USADF et le Bénin

Le ministère des Petites et moyennes entreprises et de la promotion de l'emploi a renouvelé le 7 décembre 2017 son partenariat stratégique avec la Fondation des Etats-Unis pour le développement en Afrique (USADF), pour la période 2018-2022. Les deux parties mettront en place à parts égales chaque année une contribution de 500 M FCFA pour financer les Petites et moyennes entreprises et les coopératives agricoles, principalement sur les filières maïs, karité, anacarde et manioc.

L'USADF est une agence américaine qui intervient dans quinze pays d'Afrique en faveur des populations défavorisées. Sa mission est l'assistance, l'accompagnement des petites et moyennes entreprises dans la transformation des produits agricoles. Le partenariat stratégique entre l'Usadf et le Bénin a été signé pour la première fois en 2005, renouvelé en 2013, puis en 2017 pour démarrer le 1er janvier 2018. Le dernier programme a permis de financer à ce jour 77 projets.

Lancement du Recensement national de l'agriculture

Le Bénin se prépare à mettre en place un système permanent de statistiques agricoles, en participant au Programme mondial de recensement de l'agriculture 2020 mis en œuvre par la FAO. Une table-ronde de lancement les 2 et 3 novembre 2017 à Cotonou a permis de **poser les bases techniques du premier Recensement national de l'agriculture (Rna)**, selon une méthodologie qui garantira que les données recueillies sont comparables à l'échelon international et répondent aux principaux besoins d'information du XXIe siècle, notamment en incluant les activités de pêche de capture menées au niveau des ménages et les données de base agro-environnementales sur les émissions de gaz à effet de serre et d'ammoniac.

L'agriculture représente près de 47% de la population active, contribue à près de 33% du PIB et représentait en 2016 58% des recettes d'exportation.

Le recensement à venir permettra de corriger les insuffisances notoires en matière de collecte, de traitement et de diffusion de données agricoles ; il sera possible d'une part d'avoir une photographie précise des structures de l'agriculture béninoise et des caractéristiques principales des exploitations agricoles, et d'autre part de fournir les bases d'un système national intégré de production et de diffusion de statistiques agricoles et alimentaires au Bénin.

Relations avec le FMI

Le Conseil d'administration du FMI du 1er décembre 2017 a validé l'achèvement de la première revue de l'accord conclu avec le Bénin le 7 avril 2017 au titre de la Facilité Elargie de Crédit et approuve un second décaissement de 22,58 M USD (13 Mds FCFA) L'accord triennal porte sur une facilité de 111,42 M DTS (environ 158,1 M USD ou 90 % de la quote-part du pays au moment de l'approbation) sur la période 2017-2019.